

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE

**BULLETIN STATISTIQUE DES SALAIRES DU DEUXIEME SEMESTRE DANS  
L'ADMINISTRATION PUBLIQUE BURUNDAISE, EXERCICE 2024-2025**



FEVRIER 2026

## Préface

Engagé dans la mise en œuvre de sa vision visant à « bâtir une administration publique performante, responsable, orientée vers l'intérêt général et le service au citoyen, et à promouvoir un travail décent pour tous », le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale met à la disposition du public le Bulletin statistique sur les salaires du deuxième semestre de l'année budgétaire 2024-2025. Les informations statistiques constituent des outils essentiels d'aide à la prise de décisions éclairées. Elles représentent des repères indispensables pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques, des stratégies sectorielles, des plans d'actions, ainsi que des projets et programmes de développement. À ce titre, le présent bulletin semestriel, produit par le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale, fournit des données détaillées sur l'évolution des salaires des fonctionnaires de l'État, selon les différentes catégories et caractéristiques administratives.

Le Ministère tient à adresser ses sincères remerciements à l'ensemble des services fournisseurs de données pour leur collaboration et leurs contributions déterminantes à l'élaboration de ce document. Il félicite et encourage également tout le personnel de la Direction de la Planification et des Statistiques, en particulier le personnel de Service d'Études et des Statistiques, pour la qualité du travail accompli. Le Ministère réaffirme par ailleurs son engagement à soutenir ce service dans les futures productions statistiques. Il est souhaité que ce bulletin réponde aux attentes des utilisateurs et constitue un outil de référence contribuant à l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de la fiabilité des analyses et recherches dans les domaines concernés. Enfin, le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale demeure ouvert à toute observation ou suggestion susceptible de renforcer la qualité et la fiabilité des prochaines publications statistiques.

**LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION  
PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE**

**Gabriel NIZIGAMA**  
Lieutenant Général de Police

## TABLE DES MATIERES

Contenu

PREFACE .....	I
0.2 SIGLES ET ABREVIATIONS .....	3
CHAPITRE I : PRESENTATION DU MINISTERE .....	12
I.1 MISSIONS GENERALES DU MTFPSS .....	12
I.2 Missions du Service Etudes et Statistiques .....	14
I. 3. ORGANIGRAMME DU MINISTERE .....	15
CHAPITRE II : DEMARCHE METHODOLOGIQUE .....	16
II.1 Objectifs du Bulletin.....	16
II.2 Méthodologie.....	16
II.2.1 Phase Préliminaire .....	16
II.2.2 Collecte et saisie des données.....	17
II.2.3 Analyse des données.....	18
II.2.4 Vérification et validation des données.....	18
II.2.5 Diffusion et Communication .....	18
II.2.6 Evaluation.....	18
II.2.7 Chronogramme .....	19
CHAPITRE III : LES SALAIRES DU PERSONNEL DE L'ADMNISTRATION CENTRALE ET DECONCENTREE .....	20
CHAPITRE V : PROTECTION SOCIALE .....	41
CHAPITRE VI : IMPOT SUR LE REVENU.....	46
CHAPITRE VII : REPARTITION DES SALAIRES SELON LES GRADES DES FONCTIONNAIRES SOUS STATUT.....	48
CONCLUSION .....	51
ANNEXE : EQUIPE TECHNIQUE DE REDACTION DU BULLETIN STATISTIQUE DU DEUXIEME SEMESTRE 2024-2025 .....	52

**TABLEAUX**

TABLEAU 1: REPARTITION DES SALAIRES DU PERSONNEL PAR MOIS PAR MINISTERE SELON LE REGIME STATUTAIRE .....	21
TABLEAU 2 : REPARTITION DES SALAIRES DU PERSONNEL DE LA PNB ET DE LA FDNB.....	22
TABLEAU 3: REPARTITION DES SALAIRES DU PERSONNEL SOUS STATUT PAR CATEGORIE ET PAR MOIS .....	23
TABLEAU 4 : REPARTITION DES SALAIRES BRUT PAR MOIS ET PAR REGIME STATUTAIRE .....	24
TABLEAU 5: MONTANT DES SALAIRES PAR MOIS SELON LA PART INDICIAIRE .....	25
TABLEAU 6: MONTANT DES SALAIRES PAR MOIS SELON LA PART EMPLOI.....	25
TABLEAU 7: MONTANTS DES ALLOCATIONS FAMILIALES PAR MOIS .....	26
TABLEAU 8: MONTANT TOTAL DES SALAIRES PAR SEMESTRE.....	26
TABLEAU 9: LA PART EMPLOI SELON L'EMPLOI TYPE PAR MOIS .....	28
TABLEAU 10: REPARTITION DES SALAIRES BRUTS DES INSTITUTIONS PAR MOIS ET PAR MINISTERE .	39
TABLEAU 11: EVOLUTION DES COTISATIONS DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DECONCENTREE DANS LES INSTITUTIONS DE PROTECTION SOCIALE .....	42
TABLEAU 12: EVOLUTION DES COTISATIONS DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DECONCENTREE DANS LES INSTITUTIONS DE PROTECTION SOCIALE A L'INSS.....	43
TABLEAU 13: REPARTITION DES COTISATIONS POUR LES INSTITUTIONS SOUS TUTELLES A LA MFP PAR MOIS PAR MINISTERE .....	45
TABLEAU 14: EVOLUTION DES IMPOTS SUR LES REVENUS (IPR) DES INSTITUTIONS SOUS TUTELLES PAR MOIS PAR MINISTERE .....	47
TABLEAU 15: MONTANT TOTAL DES SALAIRES PAR GRADE ET PAR MOIS POUR LA CATEGORIE DE DIRECTION.....	48
TABLEAU 16: MONTANT TOTAL DES SALAIRES PAR GRADE ET PAR MOIS POUR LA CATEGORIE DE COLLABORATION .....	49
TABLEAU 17: MONTANT TOTAL DES SALAIRES PAR GRADE ET PAR MOIS POUR LA CATEGORIE D'EXECUTION .....	49
TABLEAU 18: MONTANT TOTAL DES SALAIRES PAR GRADE ET PAR MOIS POUR LA CATEGORIE DE MAGISTRAT .....	50

**FIGURES**

FIGURE 1: REPARTITION DES SALAIRES DU PERSONNEL SOUS STATUT .....	24
FIGURE 2: REPARTITION DES SALAIRES BRUTS PAR REGIME STATUAIRE .....	25
FIGURE 3: SALAIRE PAR COMPOSANT DE SALAIRE .....	27

## **0.0 Introduction**

Le présent bulletin statistique salarial présente un aperçu des données des salaires du deuxième semestre dans l'administration publique Burundaise, exercice 2024-2025. Cet aperçu permettra au gouvernement d'améliorer sa stratégie de gestion des ressources humaines et de planification budgétaire à l'aide des données chiffrées et centralisées sur les rémunérations dans un seul document. Ces données permettront au Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale de démontrer comment les statistiques produites à partir des informations de la paie et de la gestion des ressources humaines peuvent aider les décideurs politiques à mieux comprendre l'état actuel et futur de la masse salariale des fonctionnaires de l'Etat. Il s'agit d'un premier pas important vers l'exploitation du potentiel des données de la paie et des ressources humaines qui sont actuellement sous-utilisées. Le présent document peut être utilisé dans la formulation des projets d'analyse gouvernementale en matière de la gestion des ressources humaines. Ce document aidera aussi les décideurs politiques et autres utilisateurs de prendre des décisions sensibles en identifiant facilement les causes des problèmes dans ce domaine en mettant des chiffres à la manière dont certains choix politiques se traduisent par des conséquences à plus long terme. Il est également signalé qu'un programme de protection sociale qui était auparavant à l'ancien Ministère en charge de la Solidarité Nationale a été érigé par le Décret N° 100/030 du 18 Septembre 2025 portant Missions, Organisation et Fonctionnement du Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale et actuellement rattaché au Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale.

## **0.1 Contexte et justification**

Depuis 2012, le gouvernement du Burundi a mis en place un Programme National de la Réforme de l'Administration Publique (PNRA). Le gouvernement n'a pas cessé d'intervenir en faveur de la réussite de l'instauration de la nouvelle politique de rémunération équitable dans l'administration publique burundaise. Pendant sa mise œuvre, une série de mesures conséquentes a été prise pour s'adapter à cette politique. Ces réformes concernent notamment la révision du Statut Général des Fonctionnaires, l'ajustement salarial depuis 2016 à 2020, le gel et le dégel des annales, l'analyse et évaluation des statuts régissant les institutions personnalisées, déblocage administratif fictif des carrières des fonctionnaires, paramétrage du logiciel OpenPRH en fonction des composantes du salaire (Part emploi, part performance, part indiciaires et les allocations familiales). L'alignement des institutions paraétatiques à la nouvelle politique salariale est en cours de réalisation. L'opérationnalisation efficace de cette politique nécessite un appareil statistique des salaires pour éclairer les administratifs, décideurs politiques, économistes, syndicalistes, citoyens, etc et pour fournir des informations détaillées sur l'évolution des salaires des fonctionnaires de l'Etat. Cet appareil permettra également de mieux comprendre les dynamiques salariales au sein de l'administration publique à travers l'évaluation de l'équité salariale, le pouvoir d'achat des fonctionnaires, et la compétitivité du secteur public par rapport au secteur privé.

## 0.2 Sigles et Abréviations

AACB	: Autorité de l'Aviation civile du Burundi
ABEJ	: Agence Burundaise pour l'Emploi des Jeunes
ABER	: Agence Burundaise d'Electrification Rurale
ABP	: Agence Burundais de la Presse
AHAMR	: Agence Burundaise de l'Hydraulique et de l'Assainissement en Milieu Rural
AMPB	: Autorité Maritime et Portuaire du Burundi
ANACOOOP	: Agence Nationale de Promotion et de Régulation des Sociétés Coopératives
APP	: Antenne Provinciale du Plan
ARB	: Agence Routière du Burundi
ARCA	: Agence de Régulation et de Contrôle des Assurances
ARCT	: Agence de Régulation de contrôle des Télécommunications
AREEN	: Autorité de Régulation des Secteurs de l'Eau Potable et de l'Energie
ARMC	: Agence de Régulation des Marchés et des Capitaux
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
BBN	: Bureau Burundais de Normalisation et Contrôle de la Qualité
BPS	: Brevet Professionnel Spécial
CAMEBU	: Centrale d'Achats des Médicaments Essentiels du Burundi
CDJ	: Centre de Documentation Juridique
CERES	: Centre d'Encadrement et de Réinsertion des Enfants
CFCIB	: Chambre Fédérale du Commerce et de l'Industrie du Burundi

CIEP	: Centre d'Information, Education et communication en Matière de Population et de Développement
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNDS	: Comité National de Dialogue Social
CNFAL	: Centre National de Formation des Acteurs Locaux
CNIS	: Comité National de l'Information Statistique
CNRF	: Cellule Nationale du Renseignement Financier
CNRSP	: Centre National de Réadaptation Socio-Professionnelle
CNT	: Conseil National du Travail
CNTA	: Centre National de Technologie Alimentaire
CNTS	: Centre National de Transfusion Sanguine
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
CPDHPG	: Centre des Droits de la Promotion Humaine et de la Prévention du Génocide de Population et Développement de Protection Sociale
CTI	: Centre de Traitement Informatique
CTIS	: Comité Technique de l'Information Statistique
DGAP	: Direction Générale des Affaires Pénitentielles
DGC	: Direction de la Gestion des Carrières
DFF	: Direction de la Fonction Financière
DRH	: Direction des Ressources Humaines et des Statistiques
DC	: Direction de la Communication

DDS	: Direction de la Décentralisation des Services du Ministère
DI	: Direction de l'Informatique
DE	: Direction de l'Emploi
DT	: Direction du Travail
DGRPRGCAP	: Direction Générale Responsable du Programme Recrutement et Gestion des Carrières des Agents Publics
DGRPGRA	: Direction Générale Responsable du Programme Gouvernance et Réforme Administrative
DGRPPS	: Direction Générale Responsable du Programme Protection Sociale
DGPPB	: Direction Générale des Publications de Presse Burundaise
DGT	: Direction de la Gestion des Traitements
DGRPETD	: Direction Générale Responsable du Programme Emploi et Travail Décent
DRI	: Direction du Recrutement et d'Immatriculation
ENA	: Ecole Nationale d'Administration
EPM	: Ecole Paramédicale
FAPS	: Fonds d'Appui à la Protection Sociale
FDN	: Force de Défense National
FIGA	: Fonds d'Impulsion de Garantie et d'Accompagnement
FMCR	: Fonds de Micro-Crédit Rural
FONIC	: Fonds National d'Investissement Communal
HPNB	: Hôpital de la Police Nationale du Burundi
IGFP	: Inspection Générale de la Fonction Publique
IGTSS	: Inspection Générale du Travail et de la Sécurité Sociale

INSBU	: Institut National des Statistiques du Burundi
INSP	: Institut National de Santé Publique
INSS	: Institut National de Sécurité Sociale
INTEC	: Institut National des Techniques Economiques et Comptables
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
LONA	: Loterie Nationale
MFP	: Mutuelle de la Fonction Publique
MTFPSS	: Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale
NA	: Non Applicable
ND	: Non Disponible
OBDA	: Office Burundaise du Droit d'Auteur
OBEM	: Office Burundais de l'Emploi et de la Main d'Œuvre
OBM	: Office Burundais des Mines et des Carrières
ONPR	: Office National des Pensions et des Risques Professionnels
ONPRA	: Office National de Protection des Rapatriés et Apatrides
Open PRH	: Logiciel de Gestion des Ressources Humaines
OTRACO	: Office de Transport en Commun
PAG/DPS	: Programme Administration Générale Direction de la Planification
PAEEJ	: Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes
PCRS	: Projet Cadre de Réintégration des Sinistrés
PNB	: Police National du Burundi
PGPD	: Prévention du Génocide de Population et Développement

RTNB	: Radio-télévision Nationale du Burundi
S/C	: Sous Contrats
S/S	: Sous Statuts
SEP/CNDS	: Secrétariat Exécutif Permanent du Comité National du Dialogue Social
SEP/CNPS	: Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale
SERAP	: Secrétariat Exécutif Permanent de la Réforme de l'Administration Publique
SETIC	: Secrétariat Exécutif des Technologies de l'Information et de la Communication
SHTB	: Société Hôtelière et Touristique du Burundi
SNL	: Service National de la Législation

### 0.3 Concepts et Définitions

Les définitions de ces concepts prennent sources du recueil des définitions de la nomenclature statistique, du statut Général des fonctionnaires 2023, code du travail 2020 et des recherches à l'internet.

- **Agent fictif** : On parle d'agent fictif lorsqu'une personne perçoit une rémunération pour une activité qu'elle n'exerce pas ;
- **Catégorie** : Classification professionnelle établie en fonction des niveaux de responsabilité et des niveaux d'instruction requis pour un emploi donné ;
- **Contrat de travail** : Convention écrite établie entre un employeur (personne morale ou physique) et un travailleur ;
- **Dépense du personnel** : Rémunération due à l'agent par l'employeur du fait de l'existence d'un lien juridique entre les deux ;
- **Détachement** : Position du fonctionnaire qui, placé hors de son administration d'origine, continue de bénéficier dans son emploi d'origine, de ses droits à l'avancement et à la retraite ;
- **Disponibilité** : Position du fonctionnaire qui, placé hors de son administration d'origine, cesse de bénéficier dans cette position, des droits à l'avancement ;
- **Donnée** : Résultat d'une observation ;
- **Données individuelles** : se rapportent aux individus (sexe, âge, état matrimonial, dernière classe fréquentée, etc.) ;
- **Échelon** : Étape qui indique la position du fonctionnaire dans le grade;
- **Embauche**: Engagement d'un salarié. Les renouvellements de contrats sont considérés comme de nouvelles embauches ;
- **Emploi** : L'emploi est toute activité procurant à son détenteur un salaire, un gain ou un bénéfice en espèces ou en nature en vue de satisfaire les besoins de la vie. L'accès à l'emploi permet à tout individu de contribuer à la production de biens et services

économiquement indispensables. Sont considérées comme occupant un emploi, les personnes au-dessus d'un certain âge qui effectuent un travail quelconque, dans la période de référence, pour un salaire ou un profit, ou qui sont temporairement absents au travail pour des raisons de maladie, de maternité ou de congé parental, de vacances, de formation ou de conflit ;

- **Évolution des salaires** : L'augmentation des salaires des fonctionnaires sur une période donnée, souvent comparée avec l'inflation ou l'évolution des salaires dans le secteur privé ;
- **Fiche de collecte** : Outils de collecte de données ;
- **Fonctionnaire** : Agent titularisé dans l'un des emplois publics permanents
- **Grade** : Titre hiérarchique que porte un fonctionnaire à chaque étape de l'évolution de sa carrière ;
- **Impact des politiques économiques** : L'impact des politiques fiscales ou économiques sur les salaires des fonctionnaires, notamment les effets des augmentations de salaires en période de croissance économique ou de récession ;
- **Indemnités et primes** : Les ajustements concernant les primes spécifiques, comme celles pour les fonctionnaires en régions difficiles ou pour des fonctions particulières ;
- **Indicateur** : paramètre rendant compte d'une situation, d'un niveau, d'un changement, d'une évolution résultant d'un calcul, simple ou composite, quantitatif ou qualitatif ;
- **Le salaire brut** : est une expression comptable désignant la rémunération à laquelle a droit un salarié pour le travail accompli. Cette rémunération est calculée avant toute retenue fiscale ou sociale. A ce titre, il s'agit d'une rémunération globale avant prélèvements. Le salaire brut englobe la rémunération due pour la durée de travail effectuée ainsi que les primes et gratifications ;
- **Le système d'information (SI)** : un ensemble de ressources à la fois humaines, matérielles, et immatérielles dont le rôle est de collecter, stocker, traiter et distribuer l'information au sein de votre entreprise ou institution ;

- **Le traitement d'activité** : C'est le salaire calculé selon le Grade, l'échelon et l'indice auquel est positionné l'agent à une date donnée ;
- **Les annexes du salaire** : les primes, les indemnités, les cotisations et allocations diverses, dues à l'agent pour tenir compte de la spécificité et des conditions d'exercice de ses fonctions etc ;
- **Licenciement**: Rupture du contrat de travail du fait de l'employeur ;
- **Masse salariale** : c'est le cumul des rémunérations brutes ;
- **Offres d'emploi** : Postes vacants à durée déterminée ou indéterminée annoncés sans obligation par le biais des agences, cabinets de recrutement ou tout autre canal. Les entreprises sont " offreurs d'emplois " mais " demandeurs de travail " ;
- **Personne à la retraite** : Personne qui n'exerce aucune activité économique et dont les ressources proviennent principalement d'une pension versée par l'État ou tout autre organisme, celle-ci provenant d'une activité antérieure. Une personne qui se dit " retraitée " mais qui exerce une activité qui lui procure des revenus est considérée comme active occupée ;
- **Une politique salariale** : L'ensemble des principes, des stratégies et des décisions prises par une organisation, une entreprise ou un gouvernement concernant la rémunération des employés. Elle vise à définir les conditions de travail et de rémunération, ainsi qu'à garantir l'équité, la compétitivité et la motivation des travailleurs.
- **Réformes salariales** : Les réformes apportées aux systèmes de rémunération, telles que des révisions des échelles salariales ou des modifications dans la structure des salaires ;
- **Répartition des salaires** : Les salaires moyens, minimums et maximums dans diverses catégories de fonctionnaires (par exemple, enseignants, policiers, agents de santé) ;
- **Retraite** : Cessation des relations de travail d'un salarié du fait qu'il ait atteint la limite d'âge réglementaire de travail ;
- **Salaire net** : C'est le salaire que perçoit effectivement le salarié. Il est net de toutes cotisations fiscales et sociales. Dans les secteurs parapublic et privé, le salaire perçu est calculé à partir des données déclarées par l'employeur ;

- **Solde (salaire)** : Salaire payé à des militaires ou de certaines catégories de fonctionnaires ;
- **Traitement des données** : processus de transformation des informations brutes consignées sur des questionnaires ou des fiches en données élaborées sous forme de tableaux statistiques ou d'indicateurs ;
- **Travail** : Le concept Travail est l'exercice d'une activité économique suivant la définition de la comptabilité nationale (SCN révision 4 de 1993) qui stipule que " l'activité économique a pour objet de produire des biens et services, marchands ou non, moyennant un salaire ou traitement, en espèces ou en nature, ou en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial.
- **Variable** : caractère se rapportant à une population donnée dont chaque élément ou individu a une valeur ou donnée observable.
- **Protection sociale** : c'est un ensemble de mesures publiques ou privées qui concourent à garantir la population l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux revenus suite aux risques sociaux, est un moyen incontournable pour sauvegarder le bien être socio-économique de la population.
- **Fonds d'appui à la protection sociale** : c'est un fonds de solidarité nationale chargé de mobiliser les ressources et financer les programmes de mise en œuvre de la Politique Nationale de protection sociale.

## CHAPITRE I : PRESENTATION DU MINISTERE

### I.1 Missions générales du MTFPSS

Le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale a pour missions principales de :

- Exécuter la politique nationale de décentralisation ;
- Elaborer et exécuter la politique nationale en matière du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale ;
- Elaborer et mettre en œuvre la politique nationale de gestion des ressources humaines de l'Etat en collaboration avec les autres ministères concernés ;
- Elaborer et mettre en œuvre la politique nationale en matière de sécurité sociale en collaboration avec d'autres acteurs concernés ;
- Elaborer et mettre en œuvre la politique nationale de prévention des risques professionnels en collaboration avec d'autres acteurs concernés ;
- Elaborer et exécuter la politique nationale de la migration de la main d'œuvre en collaboration avec d'autres acteurs concernés ;
- Elaborer, exécuter et assurer le suivi de la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre le harcèlement, la violence et l'abus de l'autorité en milieu de travail en collaboration avec d'autres acteurs concernés ;
- Elaborer des stratégies visant la promotion de l'emploi et le développement des ressources humaines pour les secteurs régis par le code du travail ;
- Coordonner les activités de ses directions provinciales et communales via la province ;
- Centraliser et évaluer les rapports des directions provinciales ;
- Transférer les ressources financières et humaines selon les programmes décentralisés ;
- Assurer l'utilisation rationnelle des ressources humaines de l'Etat et mettre sur pied des mécanismes et normes de rendement permettant d'augmenter l'efficacité des administrations publiques ;
- Planifier et évaluer les besoins en personnels des services publics ;
- Collecter, centraliser et exploiter les informations en rapport avec les offres et les demandes d'emploi et le marché du travail ;
- Mettre en œuvre des recommandations et décisions arrêtées en Conseil des Ministres ;

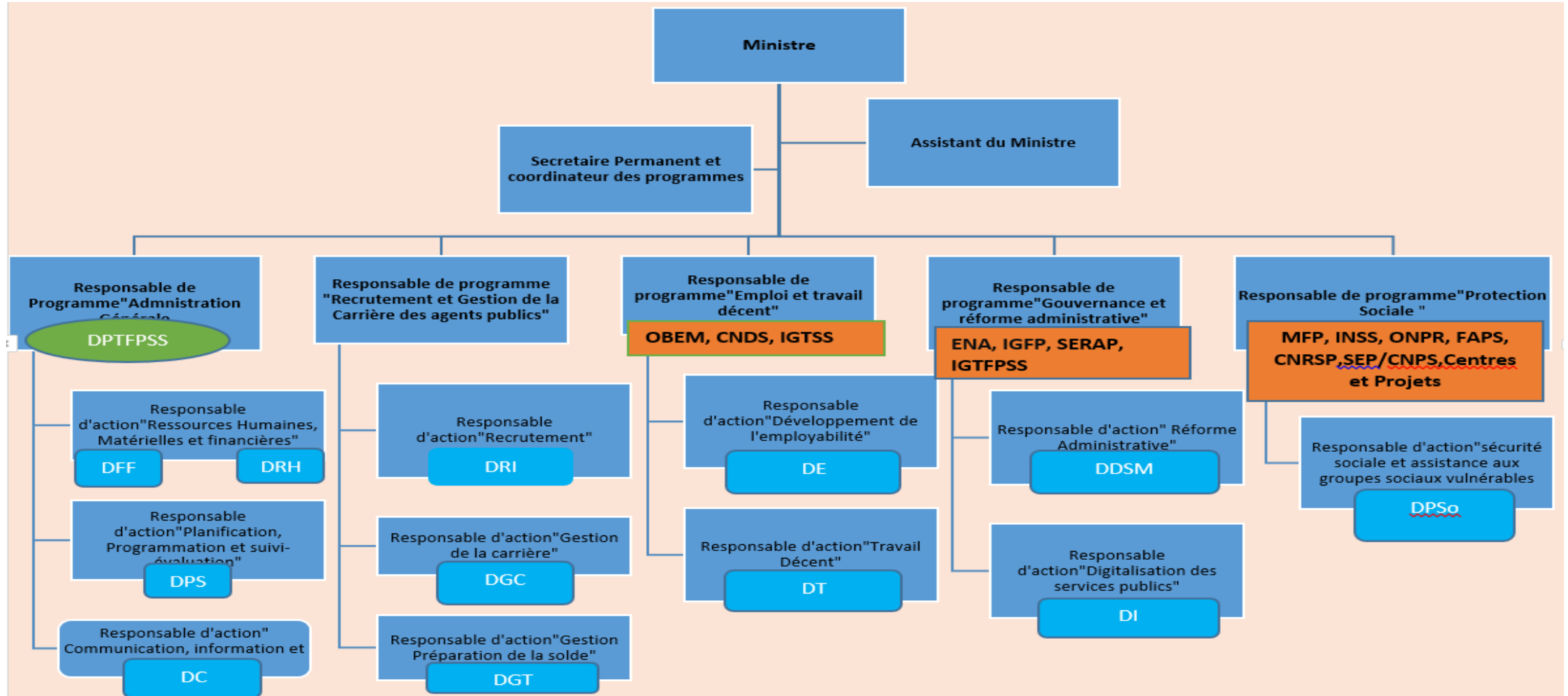
- Assurer en collaboration avec les ministères concernés, la réinsertion des fonctionnaires et agents sinistrés de l'Etat ;
- Promouvoir la modernisation de la gestion de la fonction publique par l'utilisation des technologies de l'Information et de la Communication ;
- Mettre en place des mécanismes de renforcement de l'éthique et à la déontologie professionnelle au sein de la fonction publique ;
- Veiller à la bonne organisation sociale du monde du travail, à la promotion de la justice sociale et à l'amélioration des conditions de travail ;
- Promouvoir le dialogue social dans le monde du travail en assurant notamment les relations entre travailleurs, les employeurs du secteur privé et l'Etat ;
- Assurer en collaboration avec d'autres ministères, les relations entre les associations professionnelles et syndicales du secteur privé et l'Etat ;
- Organiser le stage probatoire aux fonctionnaires de la fonction publique ;
- Assurer l'amélioration progressive de la couverture des risques sociaux, particulièrement dans le secteur privé structuré par la mise en place d'un système efficace de la sécurité sociale ;
- Assurer l'équité dans distribution des ressources disponibles en faveur des groupes sociaux vulnérables ;
- Assurer le contrôle de l'application de la législation du travail et de la sécurité sociale ;
- Assurer le suivi de la mise en place et le fonctionnement du registre social unique ;
- Coordonner la mise en place et le fonctionnement du registre social unique ;
- Promouvoir des systèmes d'assurance maladie ou de mutualité-santé universelle pour les travailleurs du secteur publique et privé ;
- Enregistrer et entretenir un partenariat avec les organisations syndicales des employeurs et des travailleurs.

## ***I.2 Missions du Service Etudes et Statistiques***

Les missions du Service Sont définies par l'ordonnance ministérielle N°570/531 du 29/10/2025 portant organisation, fonctionnement et missions des directions, des services et des cellules de l'administration centrale du Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale

- ❖ Réaliser des études de base, de faisabilité et d'évaluation des projets du Ministère ;
- ❖ Collecter, traiter, analyser et centraliser les données statistiques des domaines de compétences du Ministère ;
- ❖ Produire des annuaires et bulletins statistiques pour mieux éclairer les décideurs et mieux refléter l'image et la visibilité du Ministère ;
- ❖ Coordonner le système statistique du Ministère ;
- ❖ Jouer le rôle d'interface entre l'Institut National des Statistiques du Burundi (INSBU) et le Bureau de la Centralisation Géomatique (BCG);
- ❖ Participer dans l'élaboration du Plan de Travail du Budget Annuel du Ministère (PTBA);
- ❖ Promouvoir le renforcement des capacités dans la production des données statistiques du Ministère.

### I. 3. Organigramme du Ministère



## CHAPITRE II : DEMARCHE METHODOLOGIQUE

### *II.1 Objectifs du Bulletin*

#### *Objectif général*

Objectif global est de montrer l'évolution des salaires, faire état des tendances salariales et analyser l'impact des politiques publiques sur la rémunération des fonctionnaires de l'administration publique.

#### *Groupe Cible*

Le groupe cible est constitué par les administrateurs, décideurs politiques, économistes, syndicats, citoyens, etc.

### *II.2 Méthodologie*

L'élaboration d'un bulletin statistique semestriel sur les salaires dans l'administration publique burundaise nécessite une méthodologie rigoureuse et structurée. Cette approche permettra de collecter, analyser et présenter les données salariales de manière claire et cohérente. Cette élaboration implique donc une collecte méthodique des données, une analyse approfondie et une présentation claire. L'objectif est de fournir des informations précises, fiables et accessibles pour permettre aux décideurs et au public de mieux comprendre les dynamiques salariales au sein de l'administration publique burundaise. Cette méthodologie bulletin est articulée sur les étapes suivantes :

#### **II.2.1 Phase Préliminaire**

Après l'évaluation et l'analyse des besoins, les cadres du Service en charge des statistiques rassemblent et analysent les documents portant cadre légal et réglementaire qui régissent le Ministère et ceux liés à la production des données statistiques.

Il s'agit notamment de :

- ✓ La Loi N°1/18 du 24 Juillet 2023 portant modification de la Loi N° 1/08 du 20 Mai 2021 Portant Modification de la Loi N° 1/17 Du 25 Septembre 2007 Portant Organisation du Système Statistique National au Burundi ;
- ✓ Le décret N°100/58 du 18 mars 2008 portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité National de l'Information Statistique (CNIS) ;

- ✓ Le Décret N°100/227 du 08 octobre 2014 portant Cadre National d'Assurance Qualité des données (CNAQD) au Burundi ;
- ✓ Le Décret N°100 /007 du 28 juin 2020 portant Missions et réorganisation du Ministère de la Fonction Publique, du travail et de l'Emploi ;
- ✓ Le décret N°100/094 du 17 novembre 2025 portant Nominations des hauts cadres et cadres au Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale ;
- ✓ Le décret N° 100/030 du 18 Septembre 2025 portant missions, organisation et fonctionnement du Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale ;
- ✓ L'ordonnance ministérielle N°570/956 du 04/07/2024 portant Création des cellules au sein du Secrétariat Permanent ;
- ✓ L'Ordonnance ministérielle N°570/531 du 29 octobre 2025 portant organisation, fonctionnement et missions des directions, des services et des cellules de l'administration centrale du Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale ;
- ✓ Le recueil des Concepts, Définitions et Nomenclatures utilisés dans le Système Statistique National du Burundi ;
- ✓ Les indicateurs des ODD ;
- ✓ Plan National de Développement (PND 2018-2027) ;
- ✓ Stratégie Sectorielle du Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Sécurité Sociale ;
- ✓ Les recommandations du Comité Technique de l'Information Statistique.

## **II.2.2 Collecte et saisie des données**

La collecte des données est une étape cruciale pour garantir l'exactitude et la représentativité du bulletin. Après l'analyse des besoins et les sources officielles des données, les cadres du Service Etudes et statistiques au Ministère élaborent les canevas de collecte des données en fonction de la spécificité de chaque source. Les fiches ou canevas de collecte conçus sont alors envoyés aux fournisseurs des données identifiés conformément à la Loi N°1/18 du 24 Juillet 2023 portant modification de la Loi N° 1/08 du 20 Mai 2021 portant modification de la Loi N°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi. Après la collecte, les cadres du Service procèdent à la saisie des données.

### II.2.3 Analyse des données

Une fois les données collectées, l'analyse consiste à les trier et à les interpréter pour dégager des tendances et des points saillants.

- On commence par les segmentations ou désagréations qui consistent à séparer les salaires par catégorie, caractère administratif, etc ;
- On fait des analyses comparatives qui consistent à faire la comparaison des salaires sur des différentes périodes afin d'identifier des tendances d'évolution, des augmentations ou des baisses significatives ;
- On cherche des facteurs explicatifs qui permettent d'analyser les causes de variations des salaires ;
- Indicateurs clés : Calcul des indicateurs tels que la moyenne des salaires, l'écart-type, les écarts de salaires entre différentes catégories, etc.

### II.2.4 Vérification et validation des données

Avant la publication, on passe à la vérification de la cohérence et la fiabilité des données en présence des fournisseurs des données et validation par les organes de coordination et de contrôle du SSN.

### II.2.5 Diffusion et Communication

Une fois le bulletin validé et finalisé, on procède à en assurer la diffusion conformément aux dispositions de la Loi N°1/18 du 24 Juillet 2023 portant modification de la Loi N°1/08 du 20 Mai 2021 portant modification de la Loi N°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi .Le bulletin statistique est publié sur le site de l'INSBU, le site web du MTFPSS et une version imprimée est aussi toujours distribuée aux utilisateurs identifiés des données relatives aux salaires.

### II.2.6 Evaluation

Après la diffusion du bulletin, on suit les retours/feedbacks qui servent de base pour envisager des améliorations de la prochaine production. Cela se fait à l'occasion d'une réunion des points focaux des services fournisseurs, certains utilisateurs et les autorités de ligne.

**II.2.7 Chronogramme**

Taches	Juin 2025	Juillet 2025	Aout-Déc. 2025	Février 2026
Elaboration de la méthodologie				
Collecte des données				
Traitement des données				
Analyse des données				
Publication				

### CHAPITRE III : LES SALAIRES DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DECONCENTREE

Le personnel sous statut de l'administration centrale et déconcentré est régi par le Statut Général des Fonctionnaires tandis que celui des sous contrats est régi par le code du travail. Cette différence due à la législation pour ces régimes statutaires influence l'évolution de la carrière et la manière de traitement de leurs salaires. Depuis la mise en œuvre de la nouvelle politique salariale équitable le gouvernement du Burundi n'a pas cessé de réduire des irrégularités constatées pendant le processus de sa mise en œuvre. Au cours du deuxième semestre, des variations mensuelles constatées dans les données suivantes émanent des recrutements de nouveaux employés ou création de nouveaux postes, les régularisations sur différents actes, du changement des emplois types de certains fonctionnaires et de la mobilité du personnel notamment celles liées aux réaffectations, des transferts, de la désertion, de la suspension, de la mise en disponibilité et des décès. Pour ce deuxième semestre, les salaires bruts de l'ensemble de l'administration publique est de **478 011 154 484 BIF** dont **49,3%** sont des enseignants. Dans la masse salariale de l'administration publique, les dépenses du personnel œuvrant dans l'administration centrale et déconcentré du personnel civil de l'Etat est de **420 371 163 886 BIF** dont **235 891 667 093 BIF** de sous statuts enseignants, **41 623 974 186 BIF** de sous statut non enseignants, **6 550 375 644 BIF** pour les sous contrats et **136 305 146 963 BIF** pour les salaires du personnel du PNB et le FND. Les données de ce bulletin montrent donc que **56,1%** des salaires de l'administration centrale et déconcentrés du personnel civil de l'Etat sont des sous statuts enseignants, **10%** sont des sous statuts non enseignants **1,5%** sont des sous contrats de l'ensemble de l'administration centrale et déconcentrés du personnel civil de l'Etat, tandis que **32,4%** sont des salaires du personnel de la PNB et le FND dont **13,1%** sont pour la PNB et **19,3%** pour le FND. En effet le salaire moyen d'un employé sous statut enseignant est de **479 575 BIF**, d'un sous statut non enseignant est de **459 588 BIF**, Tandis que celui d'un sous contrat est de **173 093 BIF**. Il est à signaler que les assimilés aux salaires notamment des émoluments, les indemnités kilométriques et les heures supplémentaires, Etc...., n'ont pas été prise en compte

Tableau 1: Répartition des Salaires du Personnel par mois par Ministère selon le régime statutaire

MINISTERE	JANVIER		FEVRIER		MARS		AVRIL		MAI		JUIN	
	S/S	S/C	S/S	S/C	S/S	S/C	S/S	S/C	S/S	S/C	S/S	S/C
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	37 064 559 00 2	196 60 8 118	41 968 438 16 5	213 78 2 715	38 318 235 23 1	214 07 1 097	40 754 427 30 6	213 71 5 877	39 220 379 58 8	217 72 2 026	38 565 627 80 1	214 72 1 151
MINISTERE DE L'INTERIEUR	421 41 0 444	8 709 757	446 80 9 002	8 766 255	440 80 5 808	9 265 929	435 06 6 701	8 861 470	461 59 8 828	8 861 470	434 33 9 743	8 862 470
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	87 137 961	5 138 396	105 84 0 438	4 374 469	96 063 896	7 353 409	89 044 365	5 783 996	92 996 150	5 026 467	100 74 9 159	5 026 467
MINISTERE EN CHARGE DES FINANCES	150 12 0 582	2 948 244	176 76 2 421	2 976 179	156 52 2 707	2 645 764	168 42 3 467	3 348 883	151 08 3 459	2 996 119	152 56 8 084	2 996 119
MINISTERE DE LA JUSTICE	888 88 2 826	48 610 995	877 59 8 476	49 019 525	868 90 4 735	51 334 024	877 16 3 686	49 119 834	982 44 0 699	49 609 854	942 26 2 195	48 478 472
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	214 82 9 059	10 378 425	247 57 5 684	10 445 859	241 28 5 756	11 184 971	240 54 4 245	10 295 952	231 32 5 983	10 405 073	228 80 0 561	10 775 067
MINISTERE DE L'EAC	95 967 891	12 312 886	116 29 6 690	14 072 306	97 438 900	14 545 017	113 86 6 485	12 780 215	108 49 6 386	12 670 541	99 955 393	14 474 193
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	24 517 342	1 372 761	23 625 835	1 381 014	24 109 195	1 722 556	27 847 720	1 484 968	23 687 041	1 484 968	23 760 887	1 484 968
MINISTERE DE LA SANTE	3 822 3 71 127	214 24 5 274	3 899 7 12 410	207 62 9 861	3 833 5 85 968	276 63 7 938	4 040 1 97 281	302 72 2 550	3 967 6 91 605	257 50 5 206	3 785 2 44 416	264 84 2 364
MINISTERE DE LA SOLIDARITE	53 859 867	8 124 924	59 290 584	8 169 645	56 133 681	11 149 428	62 176 633	8 952 169	53 043 575	9 271 669	53 016 514	9 271 669
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	918 63 1 158	469 98 5 845	812 45 8 530	499 43 8 781	777 28 5 980	530 12 4 357	736 94 7 563	496 94 5 025	710 03 4 875	487 20 1 182	685 61 9 860	481 19 8 124
MINISTERE DE COMMERCE	93 336 562	7 607 895	92 596 150	6 126 703	97 890 632	6 219 051	114 70 1 530	6 108 245	97 016 955	7 862 041	92 982 260	6 385 711
MINISTERE DE L'HYDROLIQUE	49 531 709	3 025 180	49 993 715	1 606 341	49 683 537	2 443 271	41 186 963	1 740 134	41 310 265	1 602 401	45 112 223	1 602 401

MINISTERE	JANVIER		FEVRIER		MARS		AVRIL		MAI		JUN	
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES	89 643 299	18 514 844	99 115 763	19 155 371	105 83 8 338	20 455 635	120 60 2 081	19 262 036	98 403 580	21 232 375	108 50 3 802	26 319 083
SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	2 849 4 32	938 21 7	3 848 8 87	947 27 1	4 127 3 08	969 91 0	3 265 4 03	942 74 2	3 332 5 54	942 74 2	3 272 7 26	942 74 2
TOTAL	43 977 648 26 1	1 008 521 76 1	48 979 962 75 0	1 047 892 29 5	45 167 911 67 2	1 160 122 35 7	47 825 461 42 9	142 06 4 096	46 242 841 54 3	1 094 394 13 4	45 321 815 62 4	1 097 381 00 1

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

**Tableau 2 : Répartition des Salaires du Personnel de la PNB et de la FDNB**

MINISTERE		JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUN	TOTAL
MINISTERE DE L'INTERIEUR	PNB	9 576 923 254	10 057 934 697	10 023 381 124	5 915 185 933	9 964 889 902	9 700 481 525	55 238 796 435
MINISTERE DE LA DEFENSE	FDNB	13 335 466 192	12 902 048 702	12 861 083 942	13 565 183 057	14 503 324 413	13 899 244 222	81 066 350 528
Total		22 912 389 446	22 959 983 399	22 884 465 066	19 480 368 990	24 468 214 315	23 599 725 747	136 305 146 963

Source: Base de données du Ministère en charge des Finances et du Budget de l'Etat

**Tableau 3: Répartition des Salaires du Personnel sous Statut par Catégorie et par mois**

<b>CATEGORIE \ MOIS</b>	<b>JANVIER</b>	<b>FEVRIER</b>	<b>MARS</b>	<b>AVRIL</b>	<b>MAI</b>	<b>JUIN</b>
DIRECTION	9 278 691 182	10 177 374 120	9 652 871 087	10 246 461 501	9 881 683 556	9 681 852 756
COLLABORATION	31 871 231 464	35 938 676 492	32 779 836 888	34 776 086 330	33 626 883 594	33 047 980 302
EXECUTION	1 868 670 786	1 954 849 934	1 908 593 958	2 001 172 195	1 965 187 211	1 884 087 133
MAGISTRAT	547 942 686	540 125 245	538 866 050	528 474 386	570 124 103	570 713 773
<b>TOTAL</b>	43 566 536 118	48 611 025 791	44 880 167 983	47 552 194 412	46 043 878 464	45 184 633 964

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

Figure 1: Répartition des Salaires du Personnel sous Statut

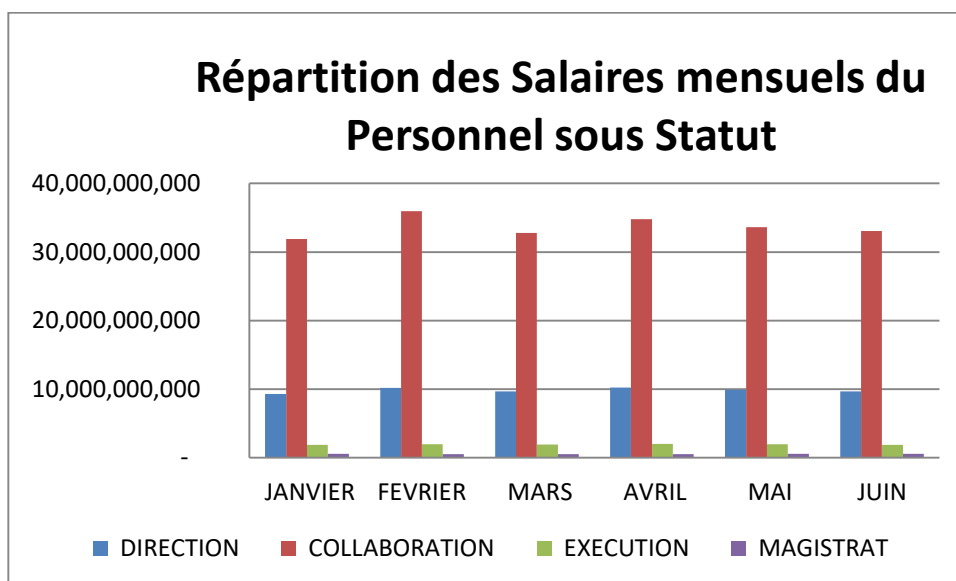
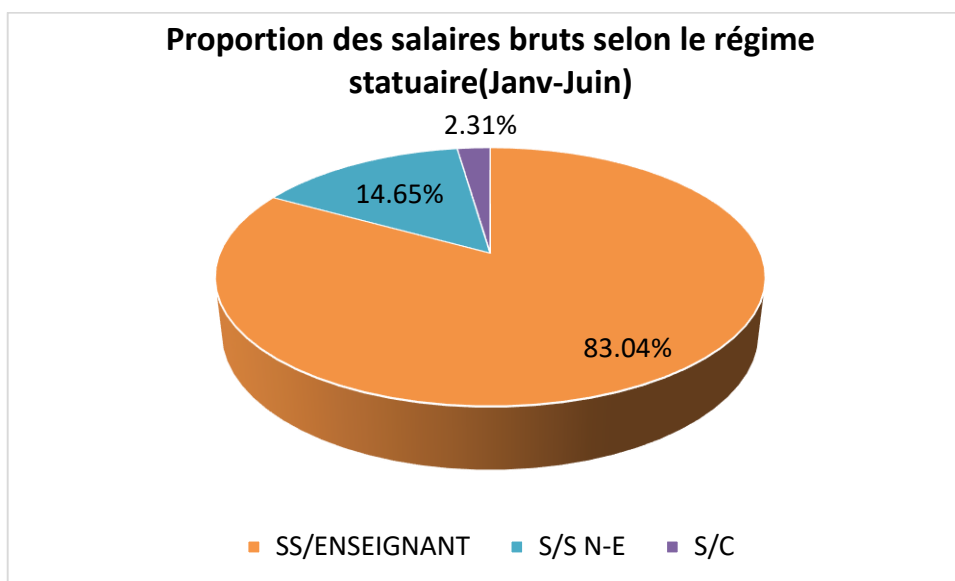


Tableau 4 : Répartition des Salaires Brut par Mois et par Régime Statutaire

MOIS	SS/ENSEIGNANT	S/S N-E	S/C	TOTAL
JANVIER	37 064 559 002	6 913 089 259	1 008 521 761	44 986 170 022
FEVRIER	41 968 438 165	7 011 524 585	1 047 892 295	50 027 855 045
MARS	38 318 235 231	6 849 676 441	1 160 122 357	46 328 034 029
AVRIL	40 754 427 306	7 071 034 123	1 142 064 096	48 967 525 525
MAI	39 220 379 588	7 022 461 955	1 094 394 134	47 337 235 677
JUIN	38 565 627 801	6 756 187 823	1 097 381 001	46 419 196 625
TOTAL	235 891 667 093	41 623 974 186	6 550 375 644	284 066 016 923
PROPORTION EN %	83,04	14,65	2,31	100

Source: Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

**Figure 2: Répartition des Salaires Bruts par régime statutaire****Tableau 5: Montant des Salaires par Mois selon la Part Indiciaire**

MOIS	S/S ENSEIGNANTS	S/S NE	S/C	TOTAL
JANVIER	11 284 187 515	1 891 117 643	140 412 573	13 315 717 731
FEVRIER	15 560 922 476	2 107 548 011	151 887 713	17 820 358 200
MARS	12 019 150 273	1 960 487 938	178 654 314	14 158 292 525
AVRIL	14 264 074 999	2 167 644 666	156 704 605	16 588 424 270
MAI	12 846 650 686	2 150 950 477	150 316 880	15 147 918 043
JUIN	12 215 869 566	1 930 967 044	149 613 837	14 296 450 447
TOT	<b>78 190 855 515</b>	<b>12 208 715 779</b>	<b>927 589 922</b>	<b>91 327 161 216</b>

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

**Tableau 6: Montant des Salaires par Mois selon la Part emploi**

MOIS	ENSEIGNANTS	S/S NE	S/C	TOTAL
JANVIER	23 635 302 580	4 692 687 088	829 772 867	29 157 762 535
FEVRIER	23 887 982 651	4 551 572 287	856 421 607	29 295 976 545
MARS	24 048 123 549	4 547 253 737	938 673 655	29 534 050 941
AVRIL	24 001 749 373	4 535 933 996	945 351 610	29 483 034 979
MAI	24 013 157 649	4 505 534 811	904 588 963	29 423 281 423

MOIS	ENSEIGNANTS	S/S NE	S/C	TOTAL
JUIN	24 051 853 157	4 480 249 069	908 480 257	29 440 582 483
<b>TOTAL</b>	<b>143 638 168 959</b>	<b>27 313 230 988</b>	<b>5 383 288 959</b>	<b>176 334 688 906</b>

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

**Tableau 7: Montants des Allocations Familiales par Mois**

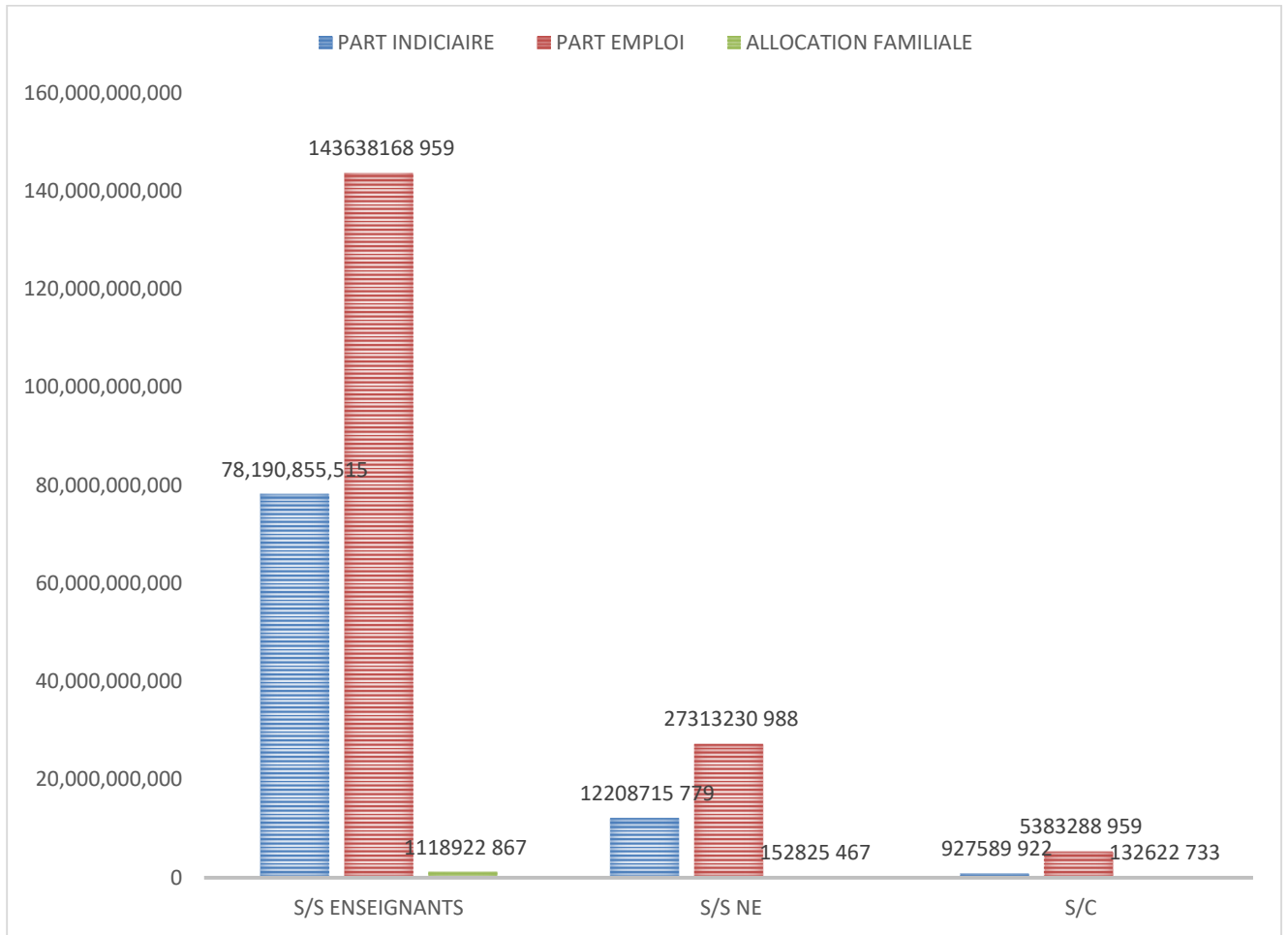
MOIS	ENSEIGNANTS	S/S NE	S/C	TOTAL
JANVIER	184 874 000	25 313 667	22 171 000	232 358 667
FEVRIER	186 228 433	25 418 900	22 068 000	233 715 333
MARS	186 477 600	25 550 000	22 169 733	234 197 333
AVRIL	186 388 000	25 358 000	22 062 000	233 808 000
MAI	187 333 834	25 565 900	22 145 000	235 044 734
JUIN	187 621 000	25 619 000	22 007 000	235 247 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 118 922 867</b>	<b>152 825 467</b>	<b>132 622 733</b>	<b>1 404 371 067</b>

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

**Tableau 8: Montant total des Salaires par semestre**

COMPOSITION DE SALAIRES	S/S ENSEIGNANTS	S/S NE	S/C	TOTAL
<b>PART INDICIAIRE</b>	78 190 855 515	12 208 715 779	927 589 922	91 327 161 216
<b>PART EMPLOI</b>	143 638 168 959	27 313 230 988	5 383 288 959	176 334 688 906
<b>ALLOCATION FAMILIALE</b>	1 118 922 867	152 825 467	132 622 733	1 404 371 067

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

**Figure 3: Salaire par Composant de Salaire**

**Tableau 9: La Part Emploi selon l'emploi Type par Mois**

EMPLOI TYPE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
ADMINISTRATEUR DES SYSTÈMES D'INFORMATION	370 765	370 765	370 765	370 765	370 765	370 765
AIDE COMPTABLE	49 959 955	41 055 309	38 854 156	41 420 498	40 149 269	36 760 654
ASSISTANT D'APPUI À LA MAITRISE D'OUVRAGE MINES ET ÉNERGIE	2 284 771	2 703 182	2 347 220	2 347 220	2 347 220	2 347 220
ASSISTANT DE CONCEPTION DES OUVRAGES ET ÉQUIPEMENTS	14 542 344	17 629 671	17 240 205	17 697 848	20 529 941	16 008 036
ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL	12 888 993	10 935 280	10 049 889	14 269 289	10 754 252	10 427 422
ASSISTANT DE ZONE	72 501 711	48 135 981	37 759 579	40 475 074	30 553 439	27 613 162
ASSISTANT DES TRAVEAUX DE GÉNIE EN MILIEU RURAL	33 651 505	28 713 746	26 385 193	21 900 162	21 124 658	21 006 950
ASSISTANT INFIRMIER VÉTÉRINAIRE	33 230 830	22 951 009	19 011 397	18 981 797	18 009 502	18 135 732
ATTACHÉ DE PRESSE	1 804 049	1 804 545	1 805 782	2 084 995	1 831 924	1 831 924
AUXILIAIRE DE LABORATOIRE AGRO-BIOLOGIQUE OU VÉTÉRINAIRE	1 593 748	1 611 818	1 657 006	1 602 784	2 197 617	2 050 938
CADRE DE DIRECTION EN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE	1 396 135	1 396 135	1 396 135	1 621 511	1 680 407	1 441 904
CADRE DIRIGEANT DE L'ÉDUCATION	102 736 069	113 387 860	106 375 493	114 369 369	111 266 948	105 951 140
CADRE DIRIGEANT D'UNE ADMINISTRATION TERRITORIALE	115 943 935	115 223 280	132 954 223	130 418 639	131 592 362	121 389 924
CADRE JURIDIQUE	1 631 478	1 899 946	7 876 351	2 261 528	2 180 234	2 180 234
CADRE PROFESSIONNEL PARAMÉDICAL DE SANTÉ	1 347 175 999	1 386 481 581	1 360 426 954	1 448 287 491	1 443 147 751	1 365 428 064
CADRE PROFESSIONNEL MÉDICAL SPÉCIALISÉ	722 082	837 968	739 109	739 109	739 109	739 109
CADRE-DIRIGEANT D'ADMINISTRATION CENTRALE	41 712 246	42 450 184	42 223 064	50 211 406	44 169 231	44 093 607
CHARGÉ D'ANALYSES BUDGÉTAIRES	14 409 412	13 457 396	12 069 637	12 069 637	12 130 484	12 130 484

EMPLOI TYPE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
CHARGÉ DE COMMUNICATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES	24 832 596	15 152 183	14 364 811	14 480 102	14 480 102	14 399 976
CHARGÉ DE CONCEPTION ET DÉVELOPPEMENT D'APPLICATION	3 448 481	3 641 338	3 475 158	3 561 383	7 183 966	4 925 947
CHARGÉ DE DISCIPLINE	828 133 477	886 575 592	825 903 138	847 242 500	821 899 100	779 111 534
CHARGÉ DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL	319 347	319 347	319 347	353 224	322 675	322 675
CHARGE DE L'ARCHIVAGE DES DOSSIERS DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS CIVILS DE L'ETAT	8 297 245	9 409 236	8 450 118	8 532 792	8 043 328	8 043 328
CHARGÉ DE L'INSPECTION SANITAIRE	19 092 784	19 092 784	19 092 784	19 700 318	21 951 839	18 943 291
CHARGÉ DE L'ORGANISATION DES TRANSPORTS ET DE LA RÉGULATION	5 796 514	2 937 181	2 937 181	4 904 224	2 648 353	1 698 431
CHARGÉ DE LA COOPÉRATION AVEC LA DIASPORA	484 788	563 226	494 607	494 607	494 607	494 607
CHARGÉ DE LA GESTION DES ARCHIVES	193 099 870	206 997 323	201 058 506	201 808 679	201 003 448	181 455 569
CHARGÉ DE LA GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES	73 125 976	71 206 348	69 422 650	70 077 464	68 957 847	63 837 153
CHARGÉ DE LA MAINTENANCE ET DE L'EXPLOITATION BÂTIMENTS	2 685 696	3 281 811	2 761 698	2761698	2761698	2761698
CHARGÉ DE LA MAITRISE D'ŒUVRE ET DE LA CONCEPTION D'INFRASTRUCTURE, OUVRAGES ET EQUIPEMENT	1 711 211	1833520	1727795	1880146	1742774	1742774
CHARGÉ DE LA MOBILISATION ET DE LA GESTION DE LA DETTE CONTRACTUELLE	1 138 127	1 391 697	1 169 914	1 169 914	1 169 914	1 169 914
CHARGÉ DE LA POLITIQUE FISCALE	1 009 836	1 199 976	1 036 180	1 036 180	532 181	532 181
CHARGÉ DE LA PRÉSERVATION ET DE LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL ET DES COLLECTIONS	2 033 629	2 034 153	2 035 464	2 447 725	2 078 485	2 078 485

EMPLOI TYPE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
CHARGÉ DE LA PRODUCTION ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX	62 191 484	59 040 219	45 236 579	38 616 418	34 578 181	37 087 570
CHARGÉ DE LA PRODUCTION ET DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX	70 225 203	59 475 434	46 827 916	44 233 187	49 388 023	48 693 589
CHARGÉ DE LA PROGRAMMATION ET DU SUIVI DES INVESTISSEMENTS	23 045 114	26 177 874	23 436 519	24 859 742	23 725 093	23 103 821
CHARGÉ DE LA PROMOTION DE L'ASSISTANCE SOCIALE, DE LA SOLIDARITÉ NATIONAL ET DE LA RÉINTÉGRATION DES SINISTRÉS	3 300 787	3 736 634	3 647 852	3 499 806	3 374 283	3 374 283
CHARGÉ DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE L'ÉGALITÉ DU GENRE	1 669 806	1 669 806	1 669 806	2 138 089	1 720 999	1 720 999
CHARGÉ DE LA PROMOTION DE LA LANGUE NATIONALE	0	570 945	682 641	418 595	418 595	418 595
CHARGÉ DE LA PROMOTION DES DROITS HUMAINS, DE L'ÉDUCATION À LA PAIX ET DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE	2 601 962	2 763 026	2 624 647	2 624 647	2 624 647	2 624 647
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTÉ	64 731 308	62 677 618	63 246 173	63 184 147	63 998 198	60 808 179
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET DU COMMERCE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR	9 545 667	9 778 349	9 574 957	11 609 644	11 346 990	12 310 706
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT	7 558 195	6 965 952	6 965 952	8 801 252	7 154 999	7 154 999
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL	4 447 924	4 447 924	4 571 284	5 698 519	4 584 603	5 032 679
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	3 816 557	3 323 704	4 711 952	4 810 390	883 852	883 852
CHARGÉ DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	12 766 114	4 924 781	4 924 781	5 041 266	5 207 296	4 962 562

EMPLOI TYPE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
CHARGÉ DE LA RÉGULATION BUDGÉTAIRE	424 330	489 541	433 759	433 759	433 759	433 759
CHARGÉ DE L'ALPHÉBÉTISATION DES ADULTES	1 525 794	736 700	743 206	735 398	735 398	597 979
CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT DES MÉTIERS ET FORMATION PROFESSIONNELLE	567 660 021	445 229 408	414 863 280	435 209 102	420 248 667	423 017 793
CHARGÉ DE L'INSPECTION ET/OU DU CONTRÔLE INTERNE DES SERVICES	71 407 814	68 976 477	67 496 681	65 428 202	62 468 641	61 648 378
CHARGÉ DE L'INSPECTION SCOLAIRE ET DU CONTRÔLE DE QUALITÉ	170 784 474	186 736 221	174 101 693	184 134 249	174 333 788	171 056 002
CHARGÉ DE PROGRAMMES D'ÉTUDES OU DE STATISTIQUES	39 353 008	37 366 607	33 827 121	39 461 061	30 983 800	27 414 129
CHARGÉ DE PROJET INGÉNIERIE PUBLIQUE	37 505 062	19 956 161	17 449 292	17 447 728	17 305 242	16 760 933
CHARGÉ DE RELATION ET DE SERVICE À L'USAGER	469 869 420	527 852 057	493 904 983	497 098 923	493 825 225	459 138 128
CHARGÉ DES ÉTUDES ET DE LA GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS	518 926	518 926	518 926	652 116	533 405	533 405
CHARGÉ DES ÉTUDES ET DE LA PLANIFICATION	9 351 037	10 460 168	9 496 538	10 532 458	7 725 266	9 484 335
CHARGE DES REFORMES	494 933	494 933	494 933	581 115	503 420	503 420
CHARGE DES REFORMES DES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUE	520 401	520 401	520 401	520 401	520 401	520 401
CHARGÉ D'INSPECTION ET DE CONTRÔLE EXTERNE	4 017 211	3 938 662	3 598 454	4 382 345	3 598 454	4 275 769
CHARGÉ DU CHARROI DE L'ETAT	551 181	551 181	551 181	693 233	567 710	1 058 210
CHARGÉ DU CONTRÔLE DES MARCHÉS PUBLICS	14 357 741	16 046 120	14 584 232	21 011 620	14 035 030	13 636 438

EMPLOI TYPE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
CHARGÉ DU CONTRÔLE ET DE L'EXÉCUTION DE LA DÉPENSE PUBLIQUE	32 513 684	36 812 216	32 431 953	35 223 610	32 345 404	32 736 141
CHARGÉ DU PILOTAGE ET DE LA GESTION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES	26 884 010	27 878 084	27 029 591	39 808 473	28 772 908	34 157 450
CHARGÉ DU PILOTAGE ET DE L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	15 639 381	11 778 399	11 832 198	11 728 181	11 804 067	12 254 531
CHARGÉ DU PROTOCOLE	520 074	640 939	535 218	535 218	535 218	535 218
CHARGÉ DU SUIVI DES CARRIÈRES ET DE GESTION DE LA FORMATION	90 535 475	95 974 617	90 631 172	92 010 676	89 057 587	88 696 864
COMPTABLE	224 514 509	253 983 025	220 896 515	238 376 008	228 090 546	212 280 278
CONDUCTEUR DE VÉHICULE AUTOMOBILE	38 325 360	42 517 829	46 249 810	53 812 985	48 249 883	47 065 119
CONSEILLER DU SERVICE SOCIAL	458 026	540 390	468 345	468 345	468 345	468 345
CONSEILLER EN POLITIQUE PUBLIQUE	52 847 477	59 301 928	59 062 818	63 302 103	55 286 201	58 404 232
CONSEILLER EXPERT	835 315 762	920 844 888	856 970 621	904 936 484	928 866 078	882 924 295
CONSEILLER PÉDAGOGIQUE	36 631 396	40 994 331	36 504 282	38 541 574	39 012 468	33 276 991
CONSEILLER TECHNIQUE	101 837 252	103 684 107	104 010 346	106 145 990	97 611 352	95 650 093
CONTRÔLEUR DES TRAVAUX IMMOBILIERS	5 718 086	5 877 260	10 880 282	6 217 551	6 217 551	7 945 235
CUISINIER EN MILIEU SCOLAIRE	18 856 444	18 974 017	19 134 675	18 721 595	21 050 064	20 123 970
ENSEIGNANT DU PRIMAIRE	18 242 855 529	20 171 828 601	18 523 817 687	19 539 236 845	18 918 893 121	18 456 970 916
ENSEIGNANT DU SECONDAIRE	11 974 462 939	13 884 973 375	12 832 258 191	13 558 602 343	13 060 050 686	12 903 901 478
EXPERT EN INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE	456 209	521 434	465 638	465 638	465 638	465 638
EXPERT EN INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENT	3 425 046	2 838 621	2 722 577	3 171 484	2 771 941	2 771 941

EMPLOI TYPE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
EXPERT EN NUMERIQUE ET SYSTEME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	2 521 532	2 894 846	2 571 234	2 571 234	2 571 234	2 571 234
EXPERT IMMOBILIER	1 258 946	1 868 490	1 284 243	1 433 291	1 298 889	1 298 889
FORESTIER	12 090 359	7 863 942	7 366 665	7 586 490	7 389 573	7 389 573
GARDE	45 068 140	55 319 463	71 705 795	66 186 757	62 639 247	62 011 695
GESTIONNAIRE D'ARCHIVES OU DE BIBLIOTHEQUE	25 800 029	29 025 425	26 360 292	27 722 439	26 476 704	26 397 981
GESTIONNAIRE DE LA TRÉSORERIE	7 323 259	17 552 915	5 481 681	9 920 791	6 064 561	13 210 529
GESTIONNAIRE DES STOCKS	2 425 732	2 582 308	2 451 765	4 703 736	4 696 957	3 580 045
GESTIONNAIRE DES AIDES AU DÉVELOPPEMENT	460 883	460 883	460 883	560 904	470 702	0
GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES	23 039 951	29 307 531	21 242 233	24 246 584	32 239 395	31 248 296
GESTIONNAIRE DU CARBURANT ET DE LA REGULATION	826 284	1 116 743	862 898	0	2 588 691	2 588 691
INFIRMIER VÉTÉRINAIRE	114 391 808	135 205 396	133 402 640	124 979 753	118 404 972	115 108 424
INSPECTEUR PHYTO-TECHNIQUE	14 681 255	15 058 068	10 694 492	13 059 583	11 330 574	10 725 967
INSPECTEUR PROVINCIAL DE L'ENSEIGNEMENT	37 057 954	41 644 703	37 790 832	41 123 911	38 054 404	40 572 696
INTERPRÈTE – TRADUCTEUR	2 189 424	2 189 424	2 189 424	2 637 129	2 243 716	2 243 716
JARDINIER	6 114 881	6 628 492	6 402 942	4 965 728	5 794 018	5 893 025
JOURNALISTE	19 867 644	24 834 057	23 416 684	23 629 312	21 822 338	24 265 534
MAGASINIER	11 783 253	12 848 127	10 765 013	10 790 986	9 282 286	8 903 603
MONITEUR AGRICOLE	439 190 295	466 259 019	484 863 542	460 539 487	453 667 204	443 836 195
OBSERVATEUR DE PÊCHE	6 781 730	6 941 646	6 417 682	6 452 583	6 380 787	6 380 787
OPÉRATEUR DES SOINS DE SANTÉ	67 699 288	66 028 590	71 636 745	64 509 026	64 124 979	66 933 135
OUVRIER DE MAINTENANCE	6 153 710	6 183 679	9 093 397	6 482 102	6 581 949	6 582 949
PLANTON	185 815 364	186 041 305	244 376 233	259 532 078	225 791 637	241 226 563
PROFESSIONNEL MÉDICAL OU PHARMACEUTIQUE	94 193 243	83 244 668	91 261 593	82 848 858	99 078 074	87 060 491

EMPLOI TYPE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
RESPONSABLE BUDGÉTAIRE	3 132 862	3 482 041	3 176 632	3 176 632	2 897 633	2 673 459
RESPONSABLE D'APPUI À L'ENTREPRENEURIAT ET À LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	3135076	3414396	3172571	3496317	3204523	3204523
RESPONSABLE DES POLITIQUES DE COOPERATION ET DES PARTENARIATS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT	595 822	719323	611299	611299	611299	611299
RESPONSABLE DE DIRECTION D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	1 794 980 224	1 743 349 288	1 551 975 897	1 625 088 126	1 494 269 471	1 412 894 095
RESPONSABLE DE DIRECTION D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT POST- FONDAMENTAL	1 887 405 231	2 828 832 392	2 537 301 799	2 714 909 773	2 734 677 785	2 694 107 832
RESPONSABLE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA GESTION DU PATRIMOINE FONCIER	26 227 197	26 912 879	16 683 092	10 931 928	11 057 209	10 948 078
RESPONSABLE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE	2 016 018	2 144 997	2 035 435	2 035 435	2 035 435	2 035 435
RESPONSABLE DE L'ORGANISATION ET DE LA PROMOTION DES PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTÉ	106 006 964	101 475 462	94 553 311	100 713 855	93 872 359	91 694 862
RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION	1 964 951	2 061 767	1 977 101	2 156 497	1 996 015	1 996 015
RESPONSABLE DE LA COORDINATION ADMINISTRATIVE	84 355 195	95 419 600	83 631 800	89 299 953	90 229 348	90 229 348
RESPONSABLE DE LA GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET ASSAINISSEMENT	22 158 947	9 898 013	17 155 360	8 573 036	10 195 602	10 195 602
RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE LA GESTION DES ÉNERGIES	1 095 267	1 234 991	1 115 289	1 115 289	1 115 289	1 115 289
RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES DE	1 705 386	2 020 037	1 747 379	1 747 379	1 747 379	1 747 379

EMPLOI TYPE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT						
RESPONSABLE DE LA PLANIFICATION ET DU SUIVI-ÉVALUATION	16 652 988	7 495 187	7 319 305	7 894 871	7 042 059	6 719 618
RESPONSABLE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ, DE L'HYGIÈNE ET DE L'ASSAINISSEMENT	559 845	559 845	559 845	559 845	559 845	559 845
RESPONSABLE DE LA PROMOTION DES SPORTS	2 153 553	2 590 229	2 208 308	2 208 308	2 208 308	2 208 308
RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA VULGARISATION EN SANTÉ DES ALIMENTS, DES VÉGÉTAUX ET DES ANIMAUX	15 653 138	13 348 603	12 833 005	13 195 897	13 020 327	12 439 003
RESPONSABLE DE L'ACTIVITÉ DE CONTRÔLE	530 263	530 263	530 263	530 263	0	0
RESPONSABLE DE PILOTAGE DE LA QUALITÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF	564 574	5 843 648	1 038 958	1 038 958	1 038 958	1 038 958
RESPONSABLE DE PROGRAMME D'ÉTUDES OU DE STATISTIQUES	4 583 245	4 643 580	10 656 517	8 649 792	5 609 754	5 287 505
RESPONSABLE DE PROJET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	11 572 191	11 572 191	11 572 191	14 362 886	12 393 518	12 082 563
RESPONSABLE DE SYSTÈMES ET RÉSEAUX D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	1 015 469	1 015 469	1 015 469	1 206 649	1 034 275	1 034 275
RESPONSABLE DES POLITIQUES DE COOPÉRATION ET DES PARTENARIATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	2 855 059	3 300 114	2 913 360	2 913 360	2 913 360	2 913 360
RESPONSABLE DES POLITIQUES PUBLIQUES DES TRANSPORTS	0	0	0	0	0	681 581

EMPLOI TYPE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
RESPONSABLE DES PROGRAMMES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ	10 209 980	10 684 363	10 274 491	10 667 101	11 306 528	11 096 009
RESPONSABLE DES QUESTIONS PROTOCOLAIRES ET DIPLOMATIQUES A L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	899 022	1 016 077	914 942	914 942	914 942	3 847 913
RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES	8 327 485	10 320 804	9 017 158	9 402 000	9 057 815	9 640 864
RESPONSABLE DU BUREAU DU CABINET	347 663	347 663	347 663	347 663	440 927	357 257
RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DE LA CRÉATIVITÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE	509 921	602 797	521 571	521 571	521 571	521 571
RESPONSABLE D'UN SERVICE DES FINANCES PUBLIQUES	1 650 482	1894911	1683653	1683653	1587137	1587137
RESPONSABLE D'UN SERVICE OU FONDS PATRIMONIAL	1 607 306	1805555	1634649	1796813	1 650 624	1 650 624
SECRETAIRE EXECUTIF PERMANENT COMMUNAL	59 930 253	63294015	61643060	65621790	64115545	61440807
RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE	11 967 409	12750006	12031977	13626626	12489967	12225404
RESPONSABLE DES POLITIQUES DES COOPERATIONS ET DES PARTENARIATS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT	595 822	719323	611299	611299	611299	611299
SECRÉTAIRE – ASSISTANT/ AGENT ADMINISTRATIF	565 923 563	617137931	575185388	611033351	588183218	574017561
SPÉCIALISTE EN MÉDECINE VÉTÉRINAIRE	1 059 013	1059013	1059013	1059013	1059013	1059013
TECHNICIEN AGRONOME	110 423 787	123626288	147033746	130285948	131419228	125600266
TECHNICIEN D'INTERVENTION / MAINTENANCE	22 773 421	22641490	23386723	22656872	20920968	22881471
TECHNICIEN PARAMÉDICAL	1 749 417 161	1799627053	1786102283	1867283841	1806120550	1732094616
VULGARISATEUR PISCICOLE	2 839 221	3036154	2866402	2866402	3374214	3246038

<b>EMPLOI TYPE</b>	<b>JANVIER</b>	<b>FEVRIER</b>	<b>MARS</b>	<b>AVRIL</b>	<b>MAI</b>	<b>JUIN</b>
<b>TOTAL</b>	44 035 939 675	49 065 598 739	45 572 596 279	47 910 020 588	46 412 914 641	45 300 635 227

#### CHAPITRE IV : LES SALAIRES DU PERSONNEL DES INSTITUTIONS PERSONNALISEES

Les institutions personnalisées sont tous régis par le code du travail et diffèrent de leurs statuts spéciaux. Le traitement des salaires et l'évolution de la carrière dépendent du statut de chaque institution. La nouvelle politique salariale en cours d'implémentation prévoit l'harmonisation de ces textes pour aligner ces institutions au même rail de traitement équitable. Comme la mise en œuvre de la politique de la cotation des Emplois n'est pas encore appliquée comme celles régies par le Statut Général des Fonctionnaires, les facteurs de variation des salaires observés sont la mobilité du personnel liés aux transferts, la désertion, la suspension et la mise en disponibilité. On a constaté aussi des nouveaux postes et des recrutements dans certaines institutions et les régularisations sur différents actes. Suite à des circuits de dépenses du personnel non encore harmonisés, les données des institutions à fond propres et/ mixtes comme **SOSUMO, REGIDESO, AACB, OTRACO, ONATOUR, RNP, CHUK, les salaires des administrations territoriales (communes, etc), ainsi que les assimilés aux salaires notamment des émoluments et les indemnités kilométriques** n'ont pas été collectés pour être traités. La masse salariale des institutions personnalisées dont les salaires émargent sur le Budget général de l'Etat est de **57 639 990 598 BIF**. Des légères variations observées entre les mois du 2<sup>ème</sup> semestre sont dues aux départs des fonctionnaires pour des motifs divers et des régularisations continues des employés de ces institutions. Les facteurs de variations constatées s'appliquent sur toutes les composantes de la masse salariale suite à l'interdépendance des variables considérées.

**Tableau 10: Répartition des Salaires Bruts Des Institutions par mois et par Ministère**

MINISTERE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	TOT
MINISTERE EN CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE	143 494 190	143 494 190	137 581 107	137 026 210	138 236 414	138 420 208	838 252 319
MINISTERE DE L'INTERIEUR	253 391 544	254 321 380	258 009 871	259 242 321	265 685 042	266 819 424	1 557 469 582
MINISTERE EN CHARGE DES FINANCES ET DU BUDGET	2438302102	2 429 559 163	2 418 812 178	2 423 110 444	2 459 054 666	2 456 937 350	14 625 775 903
MINISTERE EN CHARGE DE LA JUSTICE	397 193 448	397 584 526	397 036 962	402 974 229	403 075 558	403 642 227	2 401 506 950
MINISTERE DE L'EDUCATION	2 496 595 652	2 501 888 986	2 536 317 501	2 667 531 842	2 597 361 413	2 650 881 541	15 450 576 935
MINISTERE DE L'EAC	207 564 380	210 571 344	210 621 344	210 450 926	210 450 926	210 450 926	1 260 109 846
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	373 424 809	374 669 943	373 954 329	370 124 997	367 694 617	367 180 124	2 227 048 819
MINISTERE DE LA SANTE	296 749 900	296 277 845	296 160 960	323 420 224	356 100 966	358 263 565	1 926 973 460
MINISTERE DE LA SOLIDARITE	412 436 977	412 609 646	412 609 473	411 598 273	411 594 593	411 594 593	2 472 443 555
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	557 651 016	553 831 022	662 841 652	632 061 162	688 338 688	647 884 567	3 742 608 106
MINISTERE DE COMMERCE	556 216 946	460 252 368	456 208 380	456 758 793	456 678 721	454 698 121	2 840 813 329
MINISTERE DE L'HYDROLIQUE	243 832 368	242 929 145	252 466 719	256 791 720	253 641 277	253 638 448	1 503 299 677
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES	330 168 950	327 653 856	327 659 856	325 847 686	325 402 653	323 982 193	1 960 715 194

<b>MINISTERE</b>	<b>JANVIER</b>	<b>FEVRIER</b>	<b>MARS</b>	<b>AVRIL</b>	<b>MAI</b>	<b>JUIN</b>	<b>TOT</b>
MINISTERE DE LA DEFENSE	3 739 999	3 739 999	3 739 999	3 739 999	3 739 999	3 739 999	22 439 994
SUPERSTRUCTURE	757 460 586	799 930 373	797 067 265	800 270 324	800 007 635	855 220 746	4 809 956 929
<b>TOTAL</b>	9 468 222 867	9 409 313 786	9 541 087 596	9 680 949 150	9 737 063 168	9 803 354 032	57 639 990 598

Source : Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie numérique

## CHAPITRE V : PROTECTION SOCIALE

Au Burundi la protection sociale des salariés est financée en partie par des cotisations sociales prélevées sur les salaires, tant par les employeurs que par les employés. Ces cotisations sont destinées à financer divers régimes de sécurité sociale, notamment la santé, la retraite et les allocations diverses. Les cotisations sociales des salariés prélevées sur leurs salaires, sont essentielles pour le financement de la protection sociale et garantissent une solidarité entre tous les citoyens. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la protection sociale est un ensemble de politiques et de programmes conçus pour réduire et prévenir la pauvreté et la vulnérabilité tout au long du cycle de vie. Elle englobe divers domaines tels que la santé, l'enfance, la maternité, le chômage, les accidents du travail et les pensions de vieillesse. Une approche qui vise à garantir à tous un accès à des prestations minimales, notamment des transferts monétaires et une aide en cas de maladie, invalidité, maternité, etc. L'OIT a développé la recommandation 202 sur les socles de protection sociale, qui définit des éléments essentiels de protection sociale au niveau national, tels que l'accès aux soins de santé, les prestations familiales, et les pensions de vieillesse.

L'objectif principal de l'OIT est d'étendre la protection sociale à tous, en particulier aux travailleurs de l'économie informelle et aux groupes vulnérables, en mettant l'accent sur l'accès à des soins de santé abordables et de qualité, des revenus de remplacement en cas de perte d'emploi, et une protection contre les risques sociaux. D'après les données du 2<sup>ème</sup> semestre, les dépenses de l'Etat à la protection sociale équivalent à 30 190 185 492 de Franc Burundais dont 13 573 333 719 BIF à l'ONPR pour les *sous statuts de l'administration centrale et des services déconcentrés*, 2 169 571 139 BIF à INSS pour le personnel des institutions personnalisées et 14 447 280 634 BIF à l'INSS pour le personnel sous contrats de l'administration centrale et des services déconcentrés. Les cotisations du personnel de l'administration publique sont réparties en deux catégories constituées de la part des cotisations par les employés soit 37 011 724 967 BIF (cotisations des employés = Cotisations des Agents civils de l'Etat+ cotisations de PNB+ Cotisations de FDN) et celles des cotisations par l'employeur soit 13 380 624 892 BIF pour les agents civiles de l'Etat ( des cotisations de l'Employeur pour les PNB et FDN ne sont pas incluses ). Les facteurs de variations constatées s'appliquent sur toutes les composantes de la masse salariale suite à l'interdépendance des variables considérées

**Tableau 11: Evolution des Cotisations du Personnel de l'administration Centrale et Déconcentrée dans les Institutions de Protection Sociale**

<b>SS ENSEIGNANTS</b>						
<b>RUBRIQUE</b>	<b>JANVIER</b>	<b>FEVRIER</b>	<b>MARS</b>	<b>AVRIL</b>	<b>MAI</b>	<b>JUIN</b>
<b>COTISATION EMPLOYE ONPR</b>	530 018 640	577 507 559	561 664 018	596 200 012	584 270 436	568 039 928
<b>COTISATION EMPLOYEUR ONPR</b>	1 060 037 280	1 155 015 118	1 123 328 036	1 192 400 024	1 168 540 872	1 136 079 856
<b>COTISATION EMPLOYE MUTUELLE</b>	451 399 649	622 625 135	490 381 446	570 570 573	521 109 369	488 623 456
<b>COTISATION EMPLOYEUR MUTUELLE</b>	677 099 503	933 936 299	735 574 608	855 861 101	781 666 868	732 938 592
<b>NON ENSEIGNANT</b>						
<b>COTISATION EMPLOYE ONPR</b>	82 087 200	85 986 564	85 270 539	90 823 331	91 053 118	87 648 217
<b>COTISATION EMPLOYEUR ONPR</b>	164 174 400	171 973 128	170 541 078	181 646 662	182 106 236	175 296 424
<b>COTISATION EMPLOYE MUTUELLE</b>	71 126 456	80 172 345	74 323 562	82 458 238	81 251 783	72 389 162
<b>COTISATION EMPLOYEUR MUTUELLE</b>	106 689 965	120 258 706	111 485 596	123 687 549	121 877 940	108 584 106
<b>SOUS-CONTRAT</b>						
<b>COTISATION EMPLOYE MUTUELLE</b>	5 413 513	5 875 076	6 940 560	6 061 446	5 903 175	5 787 400
<b>COTISATION EMPLOYEUR MUTUELLE</b>	8 120 469	8 811 339	10 456 555	9 092 123	8 854 746	8 681 109
<b>COTISATION EMPLOYE INSS</b>	5 389 404	5 858 879	6 971 626	5 982 645	5 856 397	5 780 719
<b>COTISATION EMPLOYEUR INSS</b>	5 389 404	5 858 879	6 940 560	5 982 645	5 856 397	5 780 719

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CT)

**Tableau 12: Evolution des Cotisations du Personnel de l'Administration Centrale et Déconcentrée dans les Institutions de Protection Sociale à l'INSS**

MINISTERE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
MINISTERE DE L'EDUCATION	2 285 231	2 563 396	2 874 405	2 561 739	2 523 946	2 522 190
MINISTERE DE L'INTERIEUR	82 624	87 571	102 599	85 976	85 976	85 976
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	43 989	40 197	70 277	51 007	44 693	44 693
MINISTERE DES FINANCES	41 572	44 066	42 070	49 831	42 833	42 833
MINISTERE DE LA JUSTICE	521 377	548 852	629 438	537 652	540 981	530 205
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	101 110	107 020	126 304	100 915	109 709	104 275
MINISTERE DE L'EAC	120 155	140 328	160 382	127 113	126 260	141 106
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	13 542	14 274	17 953	14 617	14 617	14 617
MINISTERE DE LA SANTE	2 016 059	2 120 693	2 801 950	2 642 845	2 372 198	2 368 649
MINISTERE DE LA SOLIDARITE	66 594	70 580	133 910	83 566	83 566	83 566

MINISTERE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	7 855 428	8 565 049	9 869 618	8 308 542	8 216 435	8 141 096
MINISTERE DE COMMERCE	90 857	58 264	66 509	56 619	71 239	58 915
MINISTERE DE L'HYDROLIQUE	23 016	14 518	23 089	15 314	14 166	14 166
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES	159 222	173 437	208 015	186 784	178 804	213 347
SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	13 480	14 287	16 309	13 883	13 883	13 883
TOTAL	13 434 256	14 562 532	17 142 828	14 836 403	14 439 306	14 379 517

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

**Tableau 13: Répartition des Cotisations pour les Institutions sous tutelles à la MFP par mois par Ministère**

MINISTERE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	10 243 444	10 243 444	9 791 342	9 750 577	9 838 299	9 819 178
MINISTERE DE L'INTERIEUR	620 388 209	652 178 838	645 295 712	639 054 042	639 165 026	734 406 744
MINISTERE DES FINANCES	121 146 866	119 458 905	119 250 994	119 091 600	122 390 120	120 895 066
MINISTERE DE LA JUSTICE	30 717 640	30 754 508	30 517 997	30 934 441	30 933 590	30 993 376
MINISTERE DE L'EDUCATION	186 301 420	187 350 473	190 791 776	198 547 563	194 365 818	198 256 980
MINISTERE DE L'EAC	14 509 752	14 740 249	14 726 078	14 684 256	14 684 256	14 684 256
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	28 097 951	28 860 255	28 839 493	28 533 933	28 361 197	28 312 313
MINISTERE DE LA SANTE	13 691 863	13 679 949	13 679 311	15 347 674	17 648 285	17 635 228
MINISTERE DE LA SOLIDARITE	13 088 209	13 074 502	12 465 391	12 390 741	12 416 341	12 416 341
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	29 121 191	28 989 883	34 821 282	33 175 981	36 770 370	31 844 210
MINISTERE DE COMMERCE	38 263 733	28 826 115	28 571 280	28 631 291	28 591 950	28 485 481
MINISTERE DE L'HYDROLIQUE	17 176 611	17 061 758	17 626 239	17 760 339	17 536 756	17 538 032
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES	21 716 132	21 548 917	21 548 917	21 434 385	21 405 012	21 313 978
MINISTERE DE LA DEFENSE	920 574 714	910 424 354	906 869 202	923 328 206	922 521 284	932 814 105
SUPERSTRUCTURE	54 935 445	57 737 401	57 432 042	57 647 393	57 628 776	62 526 725
<b>TOTAL</b>	2 119 973 180	2 134 929 551	2 132 227 056	2 150 312 422	2 154 257 080	2 261 942 013

Source : Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie numérique

## CHAPITRE VI : IMPOT SUR LE REVENU

L'impôt sur le revenu est directement prélevé sur le salaire de base de l'employé. Au Burundi comme dans certains pays, le taux augmente avec le revenu imposable. Suite aux critères liés au niveau de salaire imposable des employés, l'IPR est observé seulement au personnel des institutions personnalisées. Selon les données des salaires du deuxième semestre, un montant de **7 329 501 092 BIF** a été prélevé aux salaires du personnel de l'administration personnalisée dont le salaire apparaît imposable

**Tableau 14: Evolution des Impôts sur les Revenus (IPR) des Institutions sous tutelles par mois par Ministère**

MINISTERE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	TOTAL
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	15 321 004	15 361 005	14 495 787	14 455 004	14 846 748	14 603 670	89 083 218
MINISTERE DE L'INTERIEUR	26 319 284	26 443 657	26 740 570	26 999 095	27 404 555	27 677 817	161 584 978
MINISTERE DES FINANCES	366 797 862	356 119 417	361 061 247	348 387 136	419 877 191	332 580 867	2 184 823 720
MINISTERE DE LA JUSTICE	41 549 660	41 601 021	41 364 471	41 487 966	41 218 982	41 408 214	248 630 314
MINISTERE DE L'EDUCATION	445 743 393	447 340 244	451 173 058	473 829 085	456 765 277	469 263 594	2 744 114 651
MINISTERE DE L'EAC	21 875 677	22 388 560	22 368 060	22 164 325	22 164 325	22 164 325	133 125 272
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	22 308 032	22 460 510	22 457 136	22 355 882	22 002 736	22 002 936	133 587 232
MINISTERE DE LA SANTE	29 493 617	29 486 678	29 455 299	31 661 578	36 083 449	35 827 732	192 008 353
MINISTERE DE LA SOLIDARITE	9 834 015	9 750 609	9 760 519	9 730 272	9 750 153	9 750 159	58 575 727
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	38 000 709	37 304 118	48 919 271	48 059 746	52 438 813	47 331 603	272 054 260
MINISTERE DE COMMERCE	36 831 386	41 523 165	40 106 144	40 078 969	40 291 997	40 228 981	239 060 642
MINISTERE DE L'HYDROLIQUE	21 090 018	20 792 536	20 947 029	21 144 080	20 840 313	20 834 886	125 648 862
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES	24 621 114	24 559 401	24 561 033	24 335 899	24 299 445	24 192 056	146 568 948
MINISTERE DE LA DEFENSE	8 130	8 130	8 130	8 130	8 130	8 130	48 780
SUPERSTRUCTURE	98 426 666	98 816 982	97 534 909	98 448 888	97 804 150	109 554 540	600 586 135
<b>TOTAL</b>	1 198 220 567	1 193 956 033	1 210 952 663	1 223 146 055	1 285 796 264	1 217 429 510	7 329 501 092

Source : Ministère des Finances, du Budget et de l'Economie numérique

## CHAPITRE VII : REPARTITION DES SALAIRES SELON LES GRADES DES FONCTIONNAIRES SOUS STATUT

Dans la fonction publique, l'avancement de grade constitue un levier important pour l'évolution de carrière et la progression salariale des fonctionnaires. Cependant, l'avancement de grade dans la fonction publique a un impact direct sur la rémunération et une augmentation du traitement indiciaire des fonctionnaires. Cette augmentation se traduit par un passage à un échelon supérieur dans le nouveau grade, avec un indice majoré égal ou supérieur à celui de l'échelon précédent, assurant ainsi une progression salariale. Dans l'administration burundaise, l'échelon est l'étape liée à la cotation annuelle qui indique la position d'un fonctionnaire dans le grade tandis que l'indice implique le nombre qu'il faut multiplier par la valeur monétaire du point d'indice pour obtenir la part indiciaire mensuelle d'un fonctionnaire. Pour tous les fonctionnaires sous statut, l'avancement de grade est linéaire sauf le cas des magistrats où le grade recrutement dépend du niveau de leur instruction.

**Tableau 15: Montant Total des Salaires par Grade et par Mois pour la catégorie de direction**

GRADE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
CI	4 917 107 083	5 283 736 424	5 162 678 756	5 376 616 586	5 236 841 636	5 177 834 647
CII	2 487 797 522	2 784 275 878	2 560 525 653	2 740 560 368	2 639 620 783	2 563 134 111
CIII	1 146 934 047	1 277 507 937	1 185 685 551	1 291 457 553	1 228 827 036	1 177 186 139
CIV	484 766 397	548 558 472	494 067 443	559 151 436	522 687 667	504 601 106
CV	193 648 203	227 006 567	199 144 960	223 251 028	202 633 404	206 452 023
CVI	40 653 320	46 928 532	43 560 748	46 376 278	43 060 911	44 592 111
CVII	4 026 868	4 858 852	3 356 369	5 196 645	4 160 512	4 160 512
CVIII	3 757 742	4 501 458	3 851 607	3 851 607	3 851 607	3 892 107
<b>Total</b>	9 278 691 182	10 177 374 120	9 652 871 087	10 246 461 501	9 881 683 556	9 681 852 756

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

**Tableau 16: Montant Total des Salaires par Grade et par Mois pour la catégorie de collaboration**

GRADE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
AI	4 676 043 711	4 968 692 122	4 902 575 441	5 018 170 852	4 955 485 526	4 991 583 620
AII	8 642 778 643	9 625 577 224	8 798 577 389	9 199 076 001	9 017 480 535	8 845 453 327
AIII	9 363 842 516	10 624 356 237	9 620 011 153	10 213 433 554	9 881 102 644	9 663 660 207
AIV	4 883 776 326	5 645 061 759	5 021 587 426	5 440 032 628	5 173 566 048	5 056 850 515
AV	2 883 148 345	3 378 078 606	2 955 171 059	3 255 557 405	3 078 352 106	3 000 023 503
AVI	1 189 454 254	1 414 227 892	1 244 089 371	1 374 794 850	1 273 212 701	1 248 392 228
AVII	85 310 621	102 854 334	86 943 403	104 955 949	93 566 109	88 996 570
AVIII	146 877 048	179 828 318	150 881 646	170 065 091	154 117 925	153 020 332
<b>Total</b>	31 871 231 464	35 938 676 492	32 779 836 888	34 776 086 330	33 626 883 594	33 047 980 302

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

**Tableau 17: Montant total des salaires par grade et par mois pour la catégorie d'exécution**

GRADE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
EI	77 130 288	67 357 752	73 882 384	83 679 452	67 040 084	65 675 052
EII	269 798 638	277 834 369	268 793 365	295 307 063	277 768 458	272 324 664
EIII	796 191 704	819 494 860	819 028 167	837 942 914	838 585 313	801 224 703
EIV	394 107 978	421 719 360	407 256 517	420 888 601	431 602 688	404 349 196
EV	233 772 997	260 351 511	240 999 345	255 621 288	248 486 743	241 547 249
EVI	83 101 143	91 498 332	83 797 054	92 196 186	86 792 633	84 054 977
EVII	5 383 592	5 523 329	5 403 615	5 758 821	5 441 281	5 441 281
EVIII	8 287 722	10 173 697	8 536 787	8 881 146	8 573 287	8 573 287
EIX	896 724	896 724	896 724	896 724	896 724	896 724
<b>Total</b>	1 868 670 786	1 954 849 934	1 908 593 958	2 001 172 195	1 965 187 211	1 884 087 133

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

**Tableau 18: Montant total des salaires par grade et par mois pour la catégorie de magistrat**

<b>GRAD E</b>	<b>JANVIER</b>	<b>FEVRIER</b>	<b>MARS</b>	<b>AVRIL</b>	<b>MAI</b>	<b>JUIN</b>
G14	30 126 362	24 336 965	24 337 965	24 337 965	24 357 290	24 392 019
G13	20 946 419	20 411 495	20 411 495	20 411 495	20 411 495	20 437 139
G12	35 831 902	35 413 591	35 413 591	35 413 591	35 791 399	38 919 745
G11	57 282 599	55 195 579	55 195 579	55 195 579	56 262 905	60 725 019
G10	140 518 305	140 518 305	140 518 305	140 967 794	143 731 047	143 241 872
G09	68 039 616	68 039 616	68 039 616	69 469 173	77 864 508	71 000 865
G08	56 756 151	56 013 628	56 013 628	56 389 904	57 885 908	56 574 372
G07	41 653 767	43 407 961	42 146 417	42 146 417	42 225 876	52 023 853
G06	23 265 918	23 265 918	23 265 918	23 265 918	23 244 769	23 244 769
G05	15 444 017	15 444 017	15 444 017	15 444 017	15 603 696	17 686 293
G04	26 927 843	26 927 843	26 927 843	31 384 670	37 914 529	29 324 100
G03	8 162 514	8 162 514	8 162 514	8 162 514	8 548 449	8 198 437
G02	5 885 349	5 885 349	5 885 349	5 885 349	6 614 620	5 913 451
G01	17 101 924	17 102 464	17 103 813	19 454 035	19 667 612	19 031 839
<b>Total</b>	547 942 686	540 125 245	538 866 050	528 474 386	570 124 103	570 713 773

Source : Logiciel OpenPRH du Centre de Traitement Informatique(CTI)

## CONCLUSION

Ce deuxième bulletin statistique sur les salaires de l'administration publique offre une vue d'ensemble actualisée de la structure et de l'évolution des rémunérations dans les différents segments du secteur public. L'analyse des données met en évidence des écarts salariaux entre les catégories professionnelles et les niveaux hiérarchiques.

Depuis la mise en œuvre de la nouvelle politique salariale, malgré certaines avancées enregistrées, notamment en matière d'harmonisation des salaires et l'ajustement des salaires, des disparités subsistent, notamment entre l'administration centrale et personnalisées aux employés occupants des emplois types et fonctions similaires.

Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer les efforts en matière de politique salariale dans le secteur public afin d'assurer plus d'équité, de transparence et d'attractivité dans la fonction publique. Ils constituent également un outil essentiel pour orienter les décisions stratégiques en matière de gestion des ressources humaines et pour mieux piloter les réformes structurelles engagées dans l'administration publique.

La mise à jour régulière de ces données reste indispensable pour évaluer les effets de la politique salariale afin de garantir également une meilleure gouvernance des finances publiques.

**ANNEXE : EQUIPE TECHNIQUE DE REDACTION DU BULLETIN STATISTIQUE DU DEUXIEME SEMESTRE 2024-2025****Coordination technique**

1. EMMANUEL NGOMIRAKIZA, Secrétaire permanent
2. NIYONSABA Diomède, Responsable d'Action Programmation, Planification et Suivi-Evaluation
3. NSABIMBONA Méthode, Directeur de la Planification et des Statistiques

**Membre de l'équipe d'élaboration****I. Conseillers Chargés d'Études et des Statistiques**

1. NDAYISENGA Claude
2. IRANKUNDA Médiatrice
3. NGARUKIYINKA Diomède
4. ITERITEKA Esméralda

**II. Fournisseurs de données**

1. BANKINYAKAMWE Joselyne, Informaticienne au Centre de Traitement Informatique (CTI)
2. RIBAKARE Corneille, Informaticien au Centre de Traitement Informatique (CTI)
3. NIZIGAMA Egide, conseiller du Ministère en charge des finances
4. NDAGIJIMANA Jeanine, conseillère du Ministère en charge des finances